

ARRETE MUNICIPAL PROVISOIRE N ° 7 0 1 2

Réglementation du stationnement, de la déviation de circulation, en agglomération

Nous, Maire de la commune de Grande-Synthe,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) modifiée et complétée ;

VU la demande de la Société VTPS, avec accord technique préalable 2782868 transmise par la CUD,

Considérant que pour permettre l'exécution **de travaux en chaussée pour Orange**, pour assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, de restreindre momentanément la circulation selon les dispositions suivantes ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation sera temporairement réglementée, **16 rue Clémenceau**, dans les conditions définies ci-après :
La circulation sera restreinte, le stationnement et le dépassement seront interdits au droit des travaux, 16 rue Clémenceau.

Les véhicules qui ne respecteront pas ces dispositions seront considérés en stationnement gênant et seront enlevés aux frais de leur propriétaire, conformément aux dispositions des articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 du Code de la Route.

Cette réglementation sera applicable **du 16 Août au 16 septembre 2022.**

ARTICLE 2 : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des Services Techniques de la ville de GRANDE SYNTHÉ.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise **VTPS** chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 4 : Monsieur le Commissaire de Police de Dunkerque, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bourbourg, Messieurs les Agents de Police Municipaux assermentés et **l'entreprise ou la personne chargée des travaux**, seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ampliations de cet arrêté seront adressées à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de DUNKERQUE et à Monsieur le Directeur Départemental Adjoint de Secours et de Lutte contre l'incendie.

GRANDE-SYNTHÉ, LE 08 Août 2022

Le Maire
Monsieur Martial BEYAERT

